

Exclusif

France-Iran: les visiteurs du soir

Par Vincent Huguex, mis à jour le 22/10/2008 12:54:26 - publié le 22/10/2008 12:41

Jean-Marie Le Pen, Roland Dumas ou encore Didier Julia... Gros plan sur le casting hétéroclite d'une réception, le 14 octobre dernier, en l'honneur de l'ambassadeur de la République islamique, sur le départ.

Le somptueux "cocktail dînatoire" offert le 14 octobre à la résidence de l'ambassadeur d'Iran à Paris a attiré une brochette de convives célèbres. Parmi eux, l'ancien ministre des Affaires étrangères et ex-président du Conseil constitutionnel Roland Dumas, ainsi que le chef historique du Front national Jean-Marie Le Pen, familier des réceptions de la République islamique, flanqué de son épouse Jany et d'un garde du corps à la carrure de catcheur.



REUTERS/Regis Duvignau
Jean-Marie Le Pen et sa femme
jany, en novembre 2007.

Dans les salons cossus de la rue Fortuny (XVII^e arrondissement), on croisait aussi l'universitaire Gilles Kepel, le député UMP de Seine-et-Marne Didier Julia, le trader pétrolier Xavier Houzel, que le site Bakchich.info désigne au côté du journaliste du *Figaro* Renaud Girard comme l'un des deux émissaires officieux envoyés au début du mois par Bernard Kouchner à Damas (Syrie) auprès de Khaled Mechaal, stratège politique du Hamas, pour négocier la libération du caporal israélien Gilad Shalit, ainsi qu'une cohorte de diplomates tricolores à la retraite.

Tous avaient tenu à saluer l'ambassadeur Ali Ahani, qui quittera ses fonctions dans quelques jours pour rejoindre Téhéran. Mais ces fastes bon enfant - maintes femmes vquaient nue-tête et les plus audacieuses arboraient un pantalon moultant fort peu islamiquement correct- ne sauraient à eux seuls dissiper les lourds

nuages qui assombrissent le ciel franco-iranien, déjà obscurci par la fermeté hexagonale sur le front nucléaire.

L'hôte à l'honneur, Ali Ahani, a ainsi été convoqué le 5 octobre au Quai d'Orsay: au nom de l'Union européenne, Paris souhaitait "exprimer la préoccupation unanime des Etats membres" quant à "la dégradation de la situation des droits de l'homme en Iran." Cette "invitation" résultait à l'évidence du refus d'accorder à l'ambassadeur de France à Téhéran un entretien à haut niveau sur ce dossier.

Un autre orage menace: la République islamique redoute que la justice française accorde sous peu un non-lieu aux Moudjahidine du Peuple, mouvement d'opposition radical dont le quartier général se trouve à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise), un temps poursuivi pour terrorisme. Une telle décision ne pourrait que doper l'intense campagne menée par les fidèles de Maryam Rajavi auprès des parlementaires européens pour obtenir de disparaître de la liste noire des organisations terroristes établie par l'UE.